

Analyse en bref

Les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes sur les consommateurs et les assureurs au Canada, décembre 2019 à décembre 2025 : une analyse actualisée

par Marisa McGillivray

Date de diffusion : le 16 juin 2026



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par la ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Industrie, 2026

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Faits saillants de décembre 2019 à décembre 2025	4
Introduction.....	4
Les conditions météorologiques extrêmes coûtent plus que jamais aux assureurs en 2024.....	5
Les coûts des réclamations touchent les consommateurs.....	7
Les risques de conditions météorologiques extrêmes s'échauffent :	8
Les frais non assurés sont élevés et en hausse	10
Les mesures d'adaptation futures seront essentielles	10

Les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes sur les consommateurs et les assureurs au Canada, décembre 2019 à décembre 2025 : une analyse actualisée

par Marisa McGillivray

Faits saillants de décembre 2019 à décembre 2025

- Les conditions météorologiques extrêmes se font plus fréquentes et plus graves.
- Coûtant des milliards de dollars chaque année, les réclamations liées aux conditions météorologiques extrêmes ont des répercussions sur la rentabilité des assureurs.
- L'Indice des prix à la consommation pour l'assurance habitation et l'assurance hypothécaire du propriétaire a largement dépassé l'Indice des prix à la consommation d'ensemble.
- L'Alberta a subi les répercussions des événements météorologiques extrêmes de manière disproportionnée.
- L'assurance automobile est moins touchée par les réclamations liées aux conditions météorologiques extrêmes comparativement à l'assurance habitation.
- L'assurance automobile est devenue plus coûteuse en raison des coûts de réparation croissants à la suite des réclamations, de la hausse des prix des véhicules et des vols.
- Les assureurs ont augmenté leurs primes dans un contexte de hausse des réclamations et des frais d'exploitation.
- Les primes d'assurance varient fortement d'une province à l'autre.
- Les municipalités sont également touchées par les risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui a une incidence sur l'infrastructure publique.
- Le coût de la réassurance augmente et a connu une forte hausse en 2023.
- Les frais non assurés dépassent les frais assurés.

Introduction

Les sociétés d'assurance de biens et de risques divers (IARD) au Canada ont dû relever d'importants défis, en particulier depuis six ans, à la suite d'une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, d'une hausse des vols d'automobiles et d'une augmentation des coûts de fabrication et de réparation sous l'effet des coûts des intrants et des traitements. Ces difficultés ont été aggravées par la pandémie. Cette situation a soulevé des préoccupations quant à la rentabilité des assureurs et, dans de nombreux cas, a fait augmenter les primes d'assurance pour les consommateurs. L'année 2024 a été la plus coûteuse jamais enregistrée au chapitre des réclamations liées aux conditions météorologiques extrêmes, et chaque année écoulée de 2020 à 2025 s'est classée parmi les 10 années les plus coûteuses. De décembre 2019 à décembre 2025, les primes d'assurance habitation et d'assurance hypothécaire des propriétaires ont augmenté de 45,0 % et les primes d'assurance de véhicules automobiles ont augmenté de 23,9 %, pour dépasser dans les deux cas l'Indice des prix à la consommation d'ensemble, en hausse de 21,0 % au cours de la même période.

Le présent aperçu repose principalement sur le Relevé trimestriel des états financiers¹ en ce qui concerne les données des états financiers et sur l'Indice des prix à la consommation² pour ce qui est des données sur les prix à la consommation.

1. Le programme du Relevé trimestriel des états financiers (RTEF) fournit des données utilisées pour mesurer la situation financière et le rendement des entreprises constituées en société par agrégation d'industries. Une limitation des données du RTEF est une séparation minimale entre l'assurance automobile privée et l'assurance automobile commerciale; cependant, les sociétés incluses dans cette analyse se concentrent principalement sur l'assurance pour véhicules automobiles. Les données sont nettoyées pour supprimer les valeurs aberrantes.

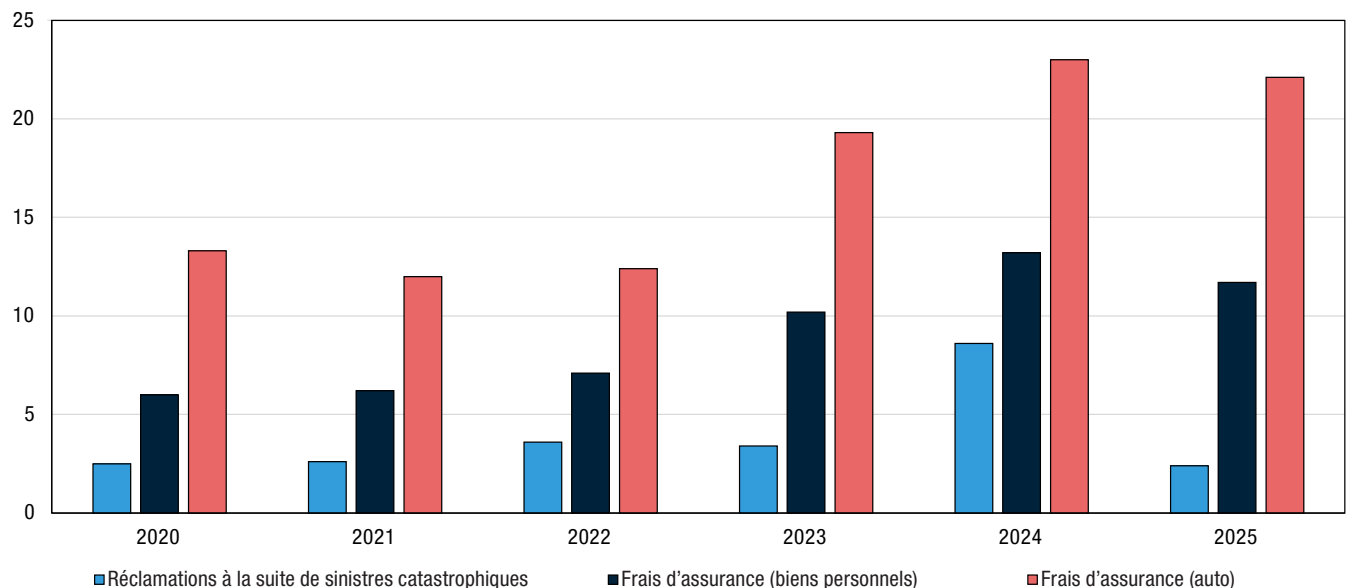
2. L'Indice des prix à la consommation est un indicateur qui mesure la variation des prix subie chaque mois par les consommateurs canadiens. Il est obtenu en comparant le coût d'un panier fixe de biens et de services au fil du temps.

Les conditions météorologiques extrêmes coûtent plus que jamais aux assureurs en 2024

En 2024, les sinistres catastrophiques (CAT) causés par les conditions météorologiques extrêmes, qui s'intensifient en raison des changements climatiques, ont augmenté considérablement. Cette situation a entraîné 8,6 milliards de dollars en réclamations CAT et 9,1 milliards de dollars en réclamations totales. Au cours d'une période de 30 jours du troisième trimestre de 2024, quatre sinistres catastrophiques se sont produits. Ces quatre événements ont touché diverses régions du Canada et ont coûté aux assureurs une somme globale de 7,0 milliards de dollars³. L'Alberta a dressé le pire bilan : la tempête de grêle à Calgary a coûté 3 milliards de dollars et le feu de forêt à Jasper a coûté 1,1 milliard de dollars. Suivaient de près les inondations au Québec, qui ont coûté 2,7 milliards de dollars⁴, et celles en Ontario, qui ont coûté 990 millions de dollars. Jusqu'en 2024, l'année 2016 avait été la plus coûteuse jamais enregistrée; les coûts avaient alors totalisé 6,2 milliards de dollars, principalement en raison du feu de forêt à Fort McMurray⁵, qui avait aussi touché le reste de l'Alberta. Huit des dix événements météorologiques les plus coûteux se sont produits depuis 2013⁶. Même si les conditions météorologiques ont été modérées en 2025 comparativement à 2024, les coûts y ont été plus élevés qu'ils ne l'étaient quelques années plus tôt et les assureurs ont continué à hausser leurs primes pour pallier ces pressions croissantes sur les coûts. Les réclamations à la suite de sinistres catastrophiques ont des répercussions considérablement plus élevées sur le segment de l'assurance de biens que sur celui de l'assurance automobile.

Graphique 1
Frais d'assurance et coûts des réclamations

milliard de dollars CAD



Source : Relevé trimestriel des états financiers, bureau d'assurance du Canada, calculs de l'auteur.

La hausse des réclamations a contribué au ratio des réclamations⁷ de 121,7 % au cours du troisième trimestre de 2024, ce qui représente une hausse considérable par rapport aux trimestres précédents pour les biens personnels. L'augmentation des dépenses liées aux réclamations a donné lieu à un ratio combiné, plus élevé que la moyenne, de 93,4 % pour l'ensemble du secteur d'activité des biens et risques divers, et ce, même si l'assurance automobile a contribué le plus aux revenus et aux dépenses. Certains assureurs de l'Alberta n'étaient pas rentables au cours du troisième trimestre de 2024.

3. À 8,5 milliards de dollars, l'année 2024 bat le record de l'année la plus coûteuse de l'histoire du Canada en pertes liées à des phénomènes météorologiques extrêmes.

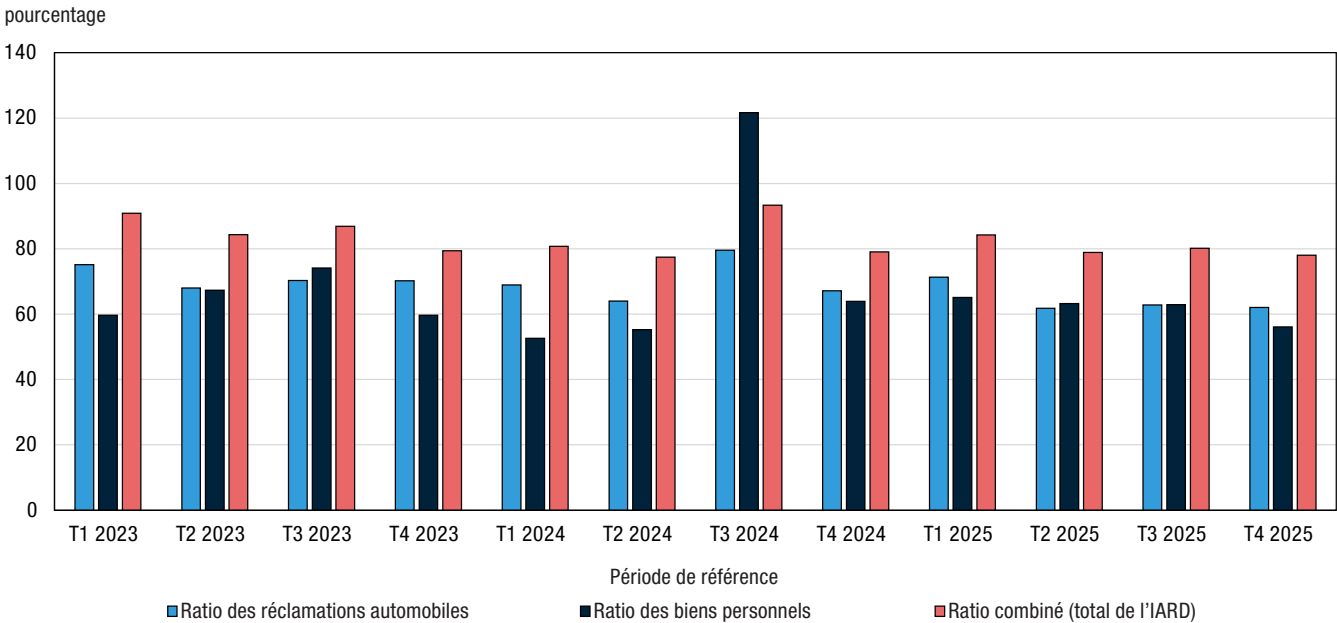
4. Les causes ne sont pas entièrement liées au climat, puisque l'une d'elles était le bris d'une conduite d'eau principale.

5. Fort McMurray est une ville de l'Alberta.

6. Les dommages assurés causés par l'ouragan Fiona s'élèvent maintenant à plus de 800 millions \$.

7. Ratio de service d'assurance net = Dépenses de services d'assurance divisées par le total des recettes d'assurance, de façon analogue au ratio des réclamations antérieur à la Norme internationale d'information financière 17.

Graphique 2
Ratio des réclamations et ratio combiné



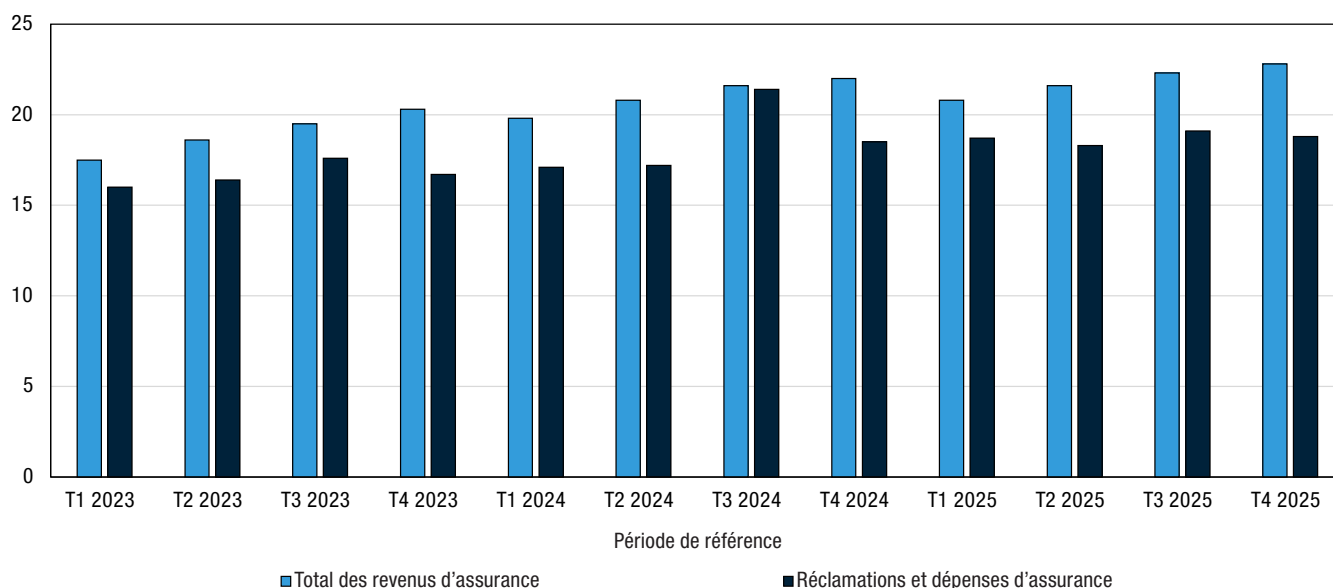
Source : Relevé trimestriel des états financiers, calculs de l'auteur.

Les frais d'assurance, sur lesquels les frais de réclamation ont une incidence, ont augmenté depuis six ans. Les réclamations et les dépenses totales pour l'ensemble des assureurs multirisques sont passées à 74,9 milliards de dollars en 2025, une hausse de 50,1 % par rapport à 2020⁸ et de 12,3 % par rapport à 2023. Pour compenser les réclamations et les dépenses en hausse, les assureurs ont augmenté leurs primes. Cette mesure a donné lieu à une croissance des revenus, qui a aidé les assureurs à rester rentables dans la plupart des cas. Les revenus totaux de l'IARD ont augmenté pour s'établir à 87,5 milliards de dollars en 2025, une hausse de 63,9 % par rapport à 2020 et de 15,4 % par rapport à 2023. Les dépenses totales ont augmenté le plus (11,1 %) en 2023 et en 2024, ce qui s'explique en partie par les réclamations CAT du troisième trimestre. Même si les conditions météorologiques extrêmes ont été modérées en 2025 comparativement à 2024, le total des réclamations et des dépenses a été légèrement plus élevé en 2025 qu'en 2024.

8. En raison des changements de normes comptables, il faut faire preuve de prudence en comparant les valeurs antérieures et postérieures à 2023.

Graphique 3
Total des revenus et des dépenses d'assurance

milliard de dollars CAD



Source : Relevé trimestriel des états financiers, calculs de l'auteur.

Les bénéfices nets des services d'assurance et les bénéfices avant impôt (BNAI) ont reculé au cours du troisième trimestre de 2024, diminuant de plus de 3.8 milliards de dollars sous l'effet de la hausse des réclamations liées aux conditions météorologiques extrêmes. Malgré cette baisse des BNAI, l'industrie des sociétés d'assurance est restée rentable en 2024. L'intensification des réclamations CAT est certes substantielle; toutefois, il ne s'agit pas du seul facteur contribuant aux dépenses plus importantes ainsi qu'aux primes plus élevées que paient les consommateurs. Pour les propriétaires, les prix des habitations, les coûts de remplacement et les prix des intrants de construction, de même que les traitements, constituent des éléments clés de la question. Pour les conducteurs, les coûts de l'assurance automobile ont augmenté au rythme de la montée des prix des véhicules (notamment pendant la pandémie), des coûts de réparation croissants et de la hausse des vols d'automobiles, qui ont atteint un sommet en 2023. La plupart des assureurs exercent des activités dans les secteurs de l'automobile et de l'habitation et doivent gérer les risques dans les deux cas. Dans le secteur de l'automobile, une assurance publique est offerte en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba, et certaines couvertures obligatoires sont offertes au Québec⁹.

Les coûts des réclamations touchent les consommateurs

La hausse des coûts est transférée aux consommateurs alors que les assureurs cherchent à gérer les risques et à rester rentables. De décembre 2019 à décembre 2025, l'assurance habitation et l'assurance hypothécaire des propriétaires, mesurées au moyen de l'Indice des prix à la consommation, ont affiché une augmentation de plus de deux fois celle de l'Indice des prix à la consommation d'ensemble. Malgré cette croissance importante, une telle situation ne dévie pas de la norme comparativement aux variations historiques de l'assurance à l'indice. En raison de la hausse des prix des habitations et de la croissance des facteurs de coûts de remplacement à divers moments, les taux d'assurance ont dépassé constamment l'inflation d'ensemble. Cependant, la composition des facteurs de coûts a considérablement évolué au fil du temps; les conditions météorologiques extrêmes constituent désormais l'une des forces dominantes qui transforment le marché de l'assurance habitation au Canada. Les assureurs ont également changé leurs options de couverture et leur accès au fil du temps; souvent, ils ont associé les prix à des risques précis ainsi qu'à des caractéristiques propres aux habitations et aux régions, plutôt qu'à

9. Les assureurs gouvernementaux suivants sont exclus de l'analyse : l'Insurance Corporation of British Columbia, la Saskatchewan Government Insurance, la Société d'assurance publique du Manitoba et la Société d'assurance automobile du Québec.

des ensembles de risques élargis, selon lesquels des périls particuliers sont reliés à des critères de sélection des risques, des franchises et des limites particuliers. L'une des façons dont les assureurs peuvent gérer les risques consiste à associer des primes plus élevées à des habitations individuelles à risque élevé, telles que celles situées dans une zone à risque élevé d'inondations ou près de secteurs exposés aux feux de forêt, en utilisant parfois l'intelligence artificielle pour établir la tarification à un niveau plus granulaire¹⁰. En raison des risques en évolution et des prix accrus des habitations et de la construction, la sous-assurance représente aussi un risque élevé pour les propriétaires. Les consommateurs devraient surveiller fréquemment leur couverture et mettre à jour les détails de leur police de manière à s'assurer qu'ils disposent d'une couverture adéquate¹¹.

Pour faciliter la comparaison, la variation en pourcentage sur cinq ans est calculée pour des périodes allant de décembre 2005 à décembre 2025. L'augmentation sur cinq ans des tarifs d'assurance habitation des propriétaires observée de décembre 2020 à décembre 2025 n'est pas exceptionnellement grande. Bon nombre d'autres périodes ont été marquées par des augmentations importantes. Toutefois, dans presque tous les cas, les tarifs étaient en grande partie déterminés par les facteurs de coûts de remplacement plus élevés, entraînés par la hausse des prix des habitations et de la construction, parallèlement à une croissance rapide du coût de remplacement des structures. L'Alberta a enregistré une augmentation soutenue de décembre 2005 à décembre 2006, attribuable en partie à la hausse des prix des habitations et des facteurs de coûts de remplacement. En Saskatchewan, les hausses sont survenues rapidement, surtout en 2007 sous l'effet d'une augmentation marquée de la valeur des habitations et des facteurs de coûts de remplacement¹². Depuis décembre 2005, l'Alberta a affiché la plus forte augmentation des tarifs, suivie de la Saskatchewan, puis de la Nouvelle-Écosse.

Tableau 1
Indice de l'assurance habitation et de l'assurance hypothécaire du propriétaire, variation en pourcentage

	Décembre 2020 à Décembre 2025	Décembre 2015 à Décembre 2020	Décembre 2010 à Décembre 2015	Décembre 2005 à Décembre 2010	Décembre 2005 à Décembre 2025
	pourcentage				
Canada	38,6	22,4	30,6	23,8	174,4
Terre-Neuve-et-Labrador	19,9	34,5	43,0	2,8	137,3
Île-du-Prince-Édouard	26,7	10,6	34,5	1,5	91,3
Nouvelle-Écosse	43,1	22,9	53,6	24,1	235,1
Nouveau-Brunswick	28,9	20,6	51,6	11,2	162,0
Québec	30,8	24,2	3,6	7,4	80,6
Ontario	36,5	22,7	32,4	28,7	185,3
Manitoba	46,7	16,4	29,1	7,3	136,6
Saskatchewan	40,9	26,1	28,0	68,9	283,9
Alberta	55,8	17,9	60,3	67,0	391,6
Colombie-Britannique	37,4	25,2	28,3	5,9	133,6

Source : Indice des prix à la consommation, calculs de l'auteur.

Au cours de la période de cinq ans la plus récente (de décembre 2020 à décembre 2025), l'Alberta a été le plus fortement touchée, la hausse y étant de 55,8 %. En Saskatchewan, au Manitoba et en Nouvelle Écosse, on a observé des permutations plus grandes qu'à l'étendue du Canada, tandis que toutes les autres provinces ont enregistré des augmentations moins marquées qu'à l'étendue du Canada. Pendant cette période, les coûts de remplacement pour les propriétaires ont augmenté de 23,5 %, la hausse ayant été la plus forte pendant la pandémie en raison de la montée des prix des intrants tels que le bois d'œuvre. L'Alberta a été le plus durement touchée par les conditions météorologiques extrêmes pendant cette période.

Les risques de conditions météorologiques extrêmes s'échauffent

Au cours des six dernières années, les inondations ont continué d'être un facteur important des pertes assurées au Canada, ce qui témoigne à la fois de la fréquence et de la gravité accrues des précipitations extrêmes. Les inondations sont la catastrophe naturelle la plus fréquente et la plus coûteuse au pays; des événements récents ont contribué à maintenir la pression à la hausse exercée sur les primes d'assurance habitation. En 2021, les inondations graves survenues en Colombie Britannique, associées à un phénomène fluvial atmosphérique, ont

10. Risk-based pricing and AI will decide P&C winners in climate change era: Intact CEO | Insurance Business.

11. Les pressions incessantes sur les coûts affectent le marché canadien de l'assurance des biens personnels.

12. Indice des prix à la consommation Le Quotidien Juin 2007.

causé de vastes dommages aux propriétés résidentielles et à l'infrastructure. En 2024, les fortes pluies qui sont tombées dans le centre et l'est du Canada ont contribué aux pertes assurées plus élevées, conformément aux tendances générales observées dans les données nationales. Une somme de 9 milliards de dollars a été versée pour les inondations au cours des 10 dernières années, dont près de 50 % en 2024. Bien que les réclamations annuelles varient, la concentration ascendante des inondations très coûteuses au cours des dernières années a contribué à l'augmentation des primes d'assurance, surtout dans les régions souvent exposées à des risques d'inondations et à accès limité à la couverture des inondations par ruissellement. Les inondations, à l'instar d'autres phénomènes météorologiques, touchent l'infrastructure et ont exercé une pression à la hausse sur les impôts fonciers servant à financer l'entretien des chaussées et de l'infrastructure relative aux égouts et à l'eau. Elles ont aussi causé une augmentation des montants versés au titre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), qui servent en grande partie à rétablir l'infrastructure publique¹³.

L'année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée, tant au Canada qu'à l'échelle mondiale, surpassant 2023, qui occupait auparavant le premier rang à l'échelle mondiale. Au Canada, 2023 se classait au deuxième rang des années les plus chaudes jamais observées, devant 2025. Depuis six ans, le Canada s'est heurté à des tendances sans précédent au chapitre des feux de forêt. En 2023 seulement, le pays a établi un record de superficie brûlée en hectares alors que des centaines de feux de forêt ont fait rage partout au pays. Malgré les dommages qui en ont découlé dans de nombreuses régions, il ne s'agissait pas de l'année la plus coûteuse au chapitre des frais de réclamation d'assurance liés aux incendies, puisque le feu de forêt de Fort McMurray se situe au premier rang. En 2023, Kelowna et certains secteurs de la Colombie Britannique ont été touchés disproportionnellement par les feux de forêt, ce qui a eu une incidence sur les primes d'assurance dans la région.

Les orages convectifs se font plus fréquents et plus graves et contribuent aussi considérablement aux réclamations d'assurance. Les orages convectifs sont des tempêtes localisées qui se forment rapidement et qui peuvent entraîner de la grêle¹⁴, des vents forts ou des tornades, puis des inondations. Les prairies ont tendance à être le milieu le plus touché, en particulier dans les environs de Calgary, en Alberta¹⁵. La région environnant Calgary et le nord, en direction d'Edmonton, est très sujette à la grêle et aux tornades. Bien que d'autres régions, telles que Red Deer, soient exposées à des risques météorologiques similaires, la population plus grande de Calgary et sa plus forte densité d'habitations la rendent plus vulnérable aux réclamations et aux dommages importants.

Les ouragans représentent toujours un risque élevé dans le Canada atlantique. En 2022, l'ouragan Fiona a causé environ 800 millions de dollars en pertes assurées; bien qu'il s'agisse d'un montant qui, dans l'absolu, soit moins élevé que celui d'autres catastrophes, l'incidence était considérable par rapport à la population et à l'assise économique plus petites de la région.

Le risque de tremblements de terre se pose moins souvent au Canada; toutefois, ce phénomène représente un montant en pertes CAT sans précédent en Colombie-Britannique, près de Vancouver. Des risques de petits tremblements de terre existent également dans certaines régions de l'Ontario et du Québec. Bien que les tremblements de terre soient peu fréquents comparativement à d'autres catastrophes naturelles, leur faible probabilité assortie de leur profil de gravité élevé entraîne des difficultés continues en matière d'évaluation des risques, de couverture d'assurance et de résilience de l'infrastructure publique.

Le réchauffement climatique continue de s'accompagner de permutations des tendances météorologiques, ce qui entraîne des conditions et des températures extrêmes de plus en plus instables. Pour maintenir la résilience et la viabilité, la population canadienne, les assureurs et les administrations publiques doivent intervenir résolument et s'adapter à ces réalités changeantes. Depuis six ans, les assureurs ont à eux seuls engagé plus de 23 milliards de dollars en sinistres catastrophiques ou réclamations pour sinistres. Cette somme exclut les frais supplémentaires tels que l'aide financière provenant du programme des AAFCC et les répercussions économiques plus générales des interruptions des activités et des perturbations de la vie quotidienne, de même que les répercussions sur la santé.

13. [Projection du coût du programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe.](#)

14. [Projet Northern Hail.](#)

15. [Les coûts attribuables à la tempête de grêle historique de Calgary continuent d'augmenter.](#)

Les frais non assurés sont élevés et en hausse

Les AAFCC, qui offrent un soulagement aux provinces et aux municipalités en finançant une partie des coûts pour l'infrastructure publique, se sont élevés en moyenne à 881 millions de dollars par année de 2010 à 2024, et ils devraient passer à une moyenne de 1,8 milliard de dollars de 2025 à 2034¹⁶. D'un point de vue historique, les provinces des prairies ont dû assumer le plus grand fardeau : de 2005 à 2014, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ont représenté 82 % de l'ensemble des coûts des AAFCC liés aux phénomènes météorologiques, presque entièrement en raison des inondations. En date d'avril 2025, le cadre mis à jour prévoit des investissements fortement accrus dans les initiatives « Reconstruire en mieux », la réduction des risques et l'atténuation stratégique, tout en maintenant et en élargissant le soutien aux populations vulnérables¹⁷, dans le but de restreindre la reconstruction dans les zones à risque¹⁸.

Les pertes assurées ne représentent qu'une partie du véritable bilan financier des conditions météorologiques extrêmes au Canada. Par exemple, les inondations de juillet 2024 à Toronto ont coûté 940 millions de dollars en pertes assurées; or cette somme n'inclut pas les personnes qui n'avaient pas de couverture pour les inondations, ainsi que les coûts pour l'infrastructure routière et des égouts, ou encore les coûts d'intervention d'urgence assumés directement par les ménages et les contribuables¹⁹. On estime que pour chaque 1 \$ de frais assurés, les frais non assurés atteignent 2 à 4 \$²⁰. Les coûts liés à la santé mentale ou physique ne sont pas non plus inclus.

L'infrastructure vieillissante et en détérioration représente un risque cumulatif, qui échappe en grande partie au champ d'application de l'assurance. Une part importante de l'infrastructure du Canada, en particulier celle liée à l'approvisionnement en eau et aux égouts, se trouve dans un état médiocre ou acceptable, ce qui exerce une pression croissante sur les budgets municipaux et contribue à la hausse des impôts fonciers. À deux occasions distinctes — l'une en 2024 et l'autre en 2025 —, la conduite principale South Feeder de Calgary, une conduite transportant 60 % de l'approvisionnement municipal en eaux traitées, s'est rompue. En 2024, une conduite d'eau principale à Montréal a éclaté, inondant les rues et causant une panne de courant qui a touché des milliers d'usagers²¹. En 2025, le tarif pour les services d'égout à Vancouver et dans les environs a augmenté de 37 %, ce qui était principalement attribuable à l'augmentation, dans la région métropolitaine de Vancouver, de la taxe prélevée pour les services d'égout, destinée à financer une usine de traitement des eaux usées, d'un coût estimé à 3,86 milliards de dollars d'ici la fin des travaux en 2030²².

Bien que la réparation et la reconstruction de l'infrastructure puissent stimuler temporairement le produit intérieur brut, elles entraînent aussi d'éventuelles préoccupations quant à la productivité : le financement sert à la reconstruction plutôt qu'au développement, et la perte d'extrants économiques causée par les interruptions des activités compense les gains²³.

Les mesures d'adaptation futures seront essentielles

Alors que les pertes climatiques prennent de l'ampleur, les consommateurs, les assureurs et les administrations publiques doivent travailler de concert pour élaborer des solutions viables. Les assureurs innovent au moyen de modèles de tarification axée sur les risques qui reposent sur l'intelligence artificielle²⁴ et d'obligations-catastrophe pour des risques particuliers, en plus de rechercher des produits de rechange tels que l'assurance paramétrique; toutefois, bon nombre de ces cas relèvent des risques commerciaux²⁵. L'innovation porte davantage ses fruits lorsqu'elle s'accompagne de mesures d'adaptation et de mesures visant à accroître la résilience²⁶. Celles-ci comprennent notamment les initiatives « Reconstruire en mieux », les rénovations domiciliaires, les mises à jour des normes du bâtiment, une meilleure planification de l'utilisation du sol, ainsi que le renforcement des AAFCC

16. Projection du coût du programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe.

17. Le gouvernement du Canada modernise le programme de financement de reprise après sinistre — Canada.ca.

18. Évaluation 2016-2017 des Accords d'aide financière en cas de catastrophe.

19. Changements climatiques et inondations.

20. La modélisation des risques climatiques par les sociétés d'assurances.

21. Canada's Aging Infrastructure Is a Ticking Time-Bomb - Macleans.ca.

22. Report, 2025 Annual Review of Sewer Rates — Sewer and Watercourse By-law, December 3, 2024.

23. Conséquences des catastrophes naturelles coûteuses et fréquentes sur l'économie canadienne — RBC Économique.

24. La ligne directrice E-23 est arrivée | Deloitte Canada.

25. Aviva Canada's parametric platform aims to assist customers with the threat of adverse weather | Insurance Business.

26. How governments and insurers can help lower soaring home insurance costs | Pembina Institute.

et la mise en place d'un programme national d'assurance contre les inondations²⁷. En 2026, l'Institut climatique du Canada a estimé que 4 milliards de dollars en mesures proactives annuelles d'adaptation de l'infrastructure pouvaient générer de 5 à 10 milliards de dollars en coûts évités, ce qui souligne la nécessité de mesures d'adaptation coordonnées²⁸.

27. [Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation.](#)

28. [Prévenir ou réparer : la preuve qu'adapter les infrastructures publiques aux changements climatiques rapporte gros.](#)